

Art. 4. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 5. L'article 16 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 janvier 2022.

Art. 7. Le ministre flamand compétent pour les soins de santé et résidentiels, et le ministre flamand compétent pour la protection sociale sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43684]

22 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par l'Office et des Services d'accueil spécialisé de la petite enfance, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., tel que modifié, article 3 ;

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire tel que modifié, articles 35, § 2 et 35/1 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, tel que modifié, article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil organisés par « L'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile tel que modifié ;

Vu le protocole d'accord sectoriel signé le 7 juillet 2021 entre les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 et le gouvernement pour améliorer l'attractivité et la tenabilité des carrières dans le secteur de l'enfance ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 août 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 7 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone en date du 24 septembre 2021 ;

Vu le « test genre » du 2 septembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 70.215/4 du Conseil d'État, donné le 21 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance et de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil organisés par « L'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, les mots « de 61,06% pour » sont remplacés par les mots « de 61,89% pour ».

Art. 2. A l'article 31 de l'arrêté du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, modifié par l'arrêté du 6 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1, la phrase « Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé aux annexes 1 et 2, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes » est remplacée par la phrase « Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé aux annexes 1 et 2, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; d'un coefficient de remplacement déterminé par l'ONE ; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes » ;

b) au 2, la phrase « Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé aux annexes 1 et 2, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes » est remplacé par la phrase « Le forfait tient compte au maximum du barème de référence déterminé aux annexes 1 et 2, des charges patronales calculées sur la rémunération brute; d'un coefficient de remplacement déterminé par l'ONE ; des charges patronales extra-O.N.S.S.; du pécule de vacances; de la prime de fin d'année et des charges O.N.S.S. y afférentes ».

Art. 3. A l'article 26/4 de l'arrêté du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, modifié par l'arrêté du 6 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « trois parties » sont remplacés par les mots « quatre parties » ;

b) au paragraphe 1^{er}, un 4^o est inséré entre le 3^o et les mots « L'Office déduit, des forfaits visés aux points 1^o et 2^o » et rédigé comme suit : « Un coefficient de remplacement dont la valeur est déterminée par l'Office. ».

Art. 4. A l'article 26/11, 1^o, du même arrêté inséré par l'arrêté du 20 décembre 2017 et modifié par l'arrêté du 6 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « deux parties » sont remplacés par les mots « trois parties » ;

b) au paragraphe 1^{er}, un 3^o est inséré entre le 2^o et les mots « L'Office déduit, des forfaits visés aux points 1^o » et rédigé comme suit : « Un coefficient de remplacement dont la valeur est déterminée par l'Office. ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43684]

22 DECEMBER 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende de algemene regeling en tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de opvangcentra georganiseerd door ONE, het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regeling voor de opvang aan huis van zieke kinderen en het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 betreffende de hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E., zoals gewijzigd, artikel 3 ;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd, artikelen 35, § 2 en 35/1;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 tot versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, artikel 7 ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende de algemene regeling en tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de opvangcentra georganiseerd door ONE, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regeling voor de opvang aan huis van zieke kinderen, zoals gewijzigd;

Gelet op het sectoraal protocolakkoord van 7 juli 2021 tussen de sociale partners van de paritaire commissie 332 en de regering om de aantrekkelijkheid en de houdbaarheid van de loopbanen in de kinderopvangsector te verbeteren;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van ONE van 26 augustus 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 7 september 2021;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 16 september 2021;

Gelet op het advies van het Organe de concertation intra-francophone van 24 september 2021;

Gelet op de "gendertest" van 2 september 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies 70.215/4 van de Raad van State, uitgebracht op 21 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Kind en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 35, § 1, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende de algemene regeling en tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de opvangcentra georganiseerd door ONE, worden de woorden " 61,06% " vervangen door de woorden " 61,89% ".

Art. 2. In artikel 31 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regeling voor de opvang aan huis van zieke kinderen, zoals gewijzigd bij het besluit van 6 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1, wordt de zin "Bij het vaststellen van het forfaitaire bedrag wordt rekening gehouden met het maximum van de in de bijlagen 1 en 2 vastgestelde referentiebarema's, de werkgeverslasten berekend over de bruto-bezoldiging, de werkgeversbijdragen buiten de RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende RSZ-lasten" vervangen door de zin "Bij het vaststellen van forfaitaire bedrag wordt rekening gehouden met het maximum van de in de bijlagen 1 en 2 vastgestelde referentiebarema's, de werkgeverslasten berekend over de bruto-bezoldiging, een door ONE vastgestelde vervangingscoëfficiënt, de werkgeverslasten buiten de RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende RSZ-lasten";

b) in punt 2, wordt de zin "Bij het vaststellen van het forfaitaire bedrag wordt rekening gehouden met het maximum van de in de bijlagen 1 en 2 vastgestelde referentiebarema's, de werkgeverslasten berekend over de bruto-bezoldiging, de werkgeversbijdragen buiten de RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende RSZ-lasten" vervangen door de zin "Bij het vaststellen van forfaitaire bedrag wordt rekening gehouden met het maximum van de in de bijlagen 1 en 2 vastgestelde referentiebarema's, de werkgeverslasten berekend over de bruto-bezoldiging, een door ONE vastgestelde vervangingscoëfficiënt, de werkgeverslasten buiten de RSZ, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de daarmee verband houdende RSZ-lasten".

Art. 3. In artikel 26/4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "drie delen" vervangen door de woorden "vier delen";

b) in paragraaf 1 wordt een punt 4° ingevoegd tussen het punt 3° en de woorden "ONE brengt de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen in mindering" en als volgt geformuleerd "Een vervangingscoëfficiënt, waarvan de waarde door ONE wordt vastgesteld".

Art. 4. In artikel 26/11, 1°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 20 december 2017 en gewijzigd bij het besluit van 6 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden "twee delen" vervangen door de woorden "drie delen";

b) in paragraaf 1 wordt een punt 3° ingevoegd tussen het punt 2° en de woorden "ONE brengt de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen in mindering" en als volgt geformuleerd "Een vervangingscoëfficiënt, waarvan de waarde door ONE wordt vastgesteld".

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 6. De minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 2021.

Voor de regering:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/43678]

21 DECEMBRE 2021. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continue à la coordination qualité dans l'enseignement : gestion de projet - dynamique de groupe » (code 980406U36D1) classée dans le domaine des sciences psychologiques et de l'éducation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 24 septembre 2021,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Formation continue à la coordination qualité dans l'enseignement : gestion de projet - dynamique de groupe » (code 980406U36D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée dans le domaine des sciences psychologiques et de l'éducation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.